



BOURGES OU LES ABIMES DE L'AP

80 ans plus tard, les temps ont changé MAIS

le Bordiot reste un symbole de répression et de persécution

A l'aune du projet de loi d'orientation et de programmation du ministère de la justice 2023-2027 nous ne pouvons que constater avec effarement la dichotomie entre les vœux pieux et la réalité du terrain. De qui se moque-t-on ?

La maison d'arrêt de Bourges surplombe la ville pour mieux cacher au monde l'horreur de son quotidien. Exposée au vent de la colère, érodée par la désolation de son quotidien, cachez à tous cette misère que l'administration ne saurait voir.

La réalité journalière de la MA Bourges, c'est un taux d'encellulement de 187% et un effectif en personnel qui compte plus de trous qu'une passoire.

Il n'y a pas de volonté de renforcer le personnel, ni même d'œuvrer à sa sécurité. Chaque jour est l'occasion de davantage de projections, de davantage de livraisons par drone. Qu'est-il mis en œuvre pour faire cesser cela ? Rien, le vide sidéral, le néant absolu ! Vous prétendez vouloir œuvrer à la réinsertion ? Vous prétendez lutter contre la surpopulation carcérale ? Vous prétendez vouloir sécuriser les personnels et leur offrir un équilibre entre vie familiale et vie professionnelle ?

Quelle est la suite de vos beaux discours ? Une vérité rude, âpre, amère que vous n'avez de cesse de nier à travers de déclarations grandiloquentes et de projets utopistes. Dans cette réalité tangible, les agents de la MA Bourges font environ 60 heures supplémentaires mensuelles. Vous savez très bien que sur 180 heures, 50 heures ne seront pas payées et s'accumuleront encore et encore mois après mois dans un cercle vicieux où se côtoient usure, maladie, RPS, vie familiales brisées etc...

Dans ce monde utopique que vous semblez décrire, nous pourrions croire que vous éprouveriez une sincère reconnaissance à l'égard de ces personnels qui vous permettent de traverser ce que vous expliquez comme un moment difficile.

Il n'en est rien ! Vous nous entraînez malgré nous dans les fosses de votre enfer. Vous nous piétinez, vous nous écrasez, sur l'autel de l'économie et des primes d'objectif.



A défaut d'être d'accord, nous pourrions comprendre votre volonté individualiste et égoïste si vous n'enfonciez par le pieux de l'injustice toujours plus loin. **Non content de payer le fruit de notre travail à crédit, non content de nous user jusqu'à ce que mort s'en suive, vous faites peser toutes vos responsabilités sur vos personnels épuisés.**

Preuve en est l'évasion de 2020, qui ont été les responsables ? 2 petits personnels, c'est bien connu, les cadres A sont rarement mis en cause à moins qu'ils ne gênent et les A+ ne sont jamais responsables de rien. Les pauvres subissent chaque jour l'incompétence des exécutants de catégorie C et de leurs subalternes, qu'ils s'efforcent d'éduquer tant bien que mal.

Vous devriez parler de déontologie ascendante car dans le sens descendant c'est plutôt maximisation des RPS tout en n'ayant de cesse d'évoquer votre pantonyme loyauté, qui décrit davantage un habile mélange de fourberie et d'hypocrisie.

Si nous pouvons concevoir que cela vous arrange bien de considérer la parole syndicale comme partielle, nous ne pouvons guère gratifier la presse d'une position bienveillante à l'endroit des personnels en tenue. Pourtant, devant le flou du déroulé de l'audience qui a concerné 2 de nos collègues, le manque évident d'élément matériel et l'apparente approximation de l'enquête, même France Bleu Berry n'a pas pu s'empêcher de sous-entendre dans son titre que nos collègues ne seraient que des bouc-émissaires. Dans cette affaire devrait-on qualifier l'administration d'impartiale ?

Considérez-vous que massacrer des personnels en détention, que de les maltraiter jusque dans leur vie de famille, jusque dans leur honneur soit la meilleure manière de promouvoir la loyauté, l'intégralité, la probité, la dignité, le respect, l'aide et l'assistance ? Est-ce l'illustration de votre politique de lutte contre les RPS ?

Nous verrons bien ce que l'avenir nous réserve, espérons qu'il n'y ait pas de retour de flamme qui nous enfoncerait plus profond dans la chienlit.

Le **SLP-FO Justice Bourges** s'insurge de la persécution menée à l'endroit de certains personnels bien particuliers pour détourner l'attention de l'incapacité totale de la Disp de Dijon d'apporter des solutions aux problématiques réelles et quotidiennes de la maison d'arrêt de Bourges, à savoir, la surpopulation carcérale, la prise en charge des cas psy, le sous-effectif toujours plus grand des personnels, la sécurité des personnels et particulièrement de l'agent laissé seul au monde en détention femme.

Bourges est la capitale de la poudre, gageons que dans notre administration, la colère que nous ressentons est prégnante et répandue au sein des établissements de la Disp de Dijon et de France.

SLP FO Justice Bourges

Le : 19 06 2023

